

Afrique : longues marches vers le pardon et la sortie de crise

Article rédigé par *Jean Flouriot*, le 11 avril 2003

Angola. Cela fait un an que la guerre civile est finie. Le 4 avril 2002, les chefs de l'armée signaient un accord de paix avec les responsables militaires de l'UNITA, trois mois après la mort au combat de Jonas Savimbi.

100 000 personnes, dont le chef de l'État, José Eduardo dos Santos et les membres du gouvernement ont entendu Mgr Damiao Franklim, archevêque de Luanda, affirmer : "Il n'y aura pas de paix sans justice, ni de justice sans pardon. La paix dépend maintenant de l'harmonie entre les Angolais."

Il y a fort à faire pour établir cette harmonie. Depuis un an les combats ont cessés mais des millions de pauvres gens ne connaissent que des conditions de survie. La fin de la guerre a révélé des situations de famine dans le nord du pays ; les anciens soldats de l'UNITA et leurs familles ont été regroupés dans des camps où ils ne reçoivent aucune assistance, 4 millions de personnes déplacées n'ont aucun moyen de retourner dans leur région d'origine et d'y reprendre leurs activités traditionnelles. Les ONG stigmatisent l'apathie gouvernementale. L'Angola est un pays riche : les revenus du pétrole et des diamants nourrissent grassement une classe dirigeante bien peu préoccupée du bien commun de leur concitoyens et les organismes internationaux ne veulent pas intervenir dans ce contexte de détournement et de corruption.

RDC. Le dialogue intercongolais en République Démocratique du Congo (ex Zaïre) vient d'aboutir, le 2 avril, à un accord organisant la transition qui, sous la présidence de Joseph Kabila, doit mener le pays, en deux ou trois ans, à des élections. En fait, les négociations ont organisé le partage du pouvoir entre les factions armées, tenant telle ou telle partie du territoire, soutenues par l'Ouganda et le Rwanda, et le système en place à Kinshasa. Des questions aussi essentielles que la mise en place effective d'une armée nationale ou même le calendrier d'application du partage du pouvoir ne sont pas réglées. De plus la guerre n'a pas cessée dans le Nord-Est du pays où Rwanda et Ouganda s'affrontent par groupes congolais interposés.

Côte d'Ivoire. Le nouveau gouvernement ivoirien s'est enfin réuni au complet, sous la présidence, de Laurent Gbagbo, ce jeudi 3 avril, à Yamoussoukro. Mais sous haute protection des forces françaises et de la CEDEAO. Il y a aujourd'hui 4.000 militaires français en Côte d'Ivoire et 1.100 soldats des pays de la CEDEAO. La Commission de défense et de sécurité de la CEDEAO estime à plus de 3.000 le nombre des soldats africains nécessaire pour accomplir sa mission de paix et attend le renfort de 300 gendarmes pour assurer la sécurité des ministres...

Or les ministères sont à Abidjan où la rue manifeste facilement son refus des accords de paix alors que le pays reste coupé en deux, l'administration s'étant pratiquement retirée du Nord, occupé par les rebelles. L'armée française et les forces de la CEDEAO doivent entreprendre "dans les prochains jours" le désarmement et le regroupement des rebelles et le retour dans leurs casernes des FANCI. Mais chacun reste sur ses gardes. Des informations récentes faisaient état du recrutement de mercenaires à destination de la Côte d'Ivoire par une organisation anglaise et l'affaire a paru suffisamment sérieuse pour que le gouvernement britannique s'en saisisse.

"Si le gouvernement a trois mois de fonctionnement normal, le traumatisme sera résorbé. C'est le pari fou que je fais", a lancé Laurent Gbagbo. La mise en place effective du nouveau gouvernement est un vrai pas vers la paix mais il en reste beaucoup d'autres à faire et bien difficiles...

> D'accord, pas d'accord ? Envoyez votre avis à Décryptage

>